

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Un point de vue de gauche, réformiste et indépendant

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2077

Edition du
03 mai 2015

DANS CE NUMÉRO

L'imposition des entreprises, un projet nébuleux et déséquilibré (Jean-Daniel Delley)

Le point sur RIE III, nécessaire et mal partie

Le frein aux dépenses publiques est tiré (Yvette Jaggi)

Les cantons et les villes alémaniques annoncent le virage des économies. La Confédération suivra

Tournant énergétique: attention au dérapage (Jean-Daniel Delley)

Les manœuvres des gros électriciens peuvent encore compromettre l'avenir économique du pays

Asile: la Suisse plus européenne que l'Europe (Albert Tille)

Deux impératifs: une voie d'accès pour les personnes menacées et une répartition des requérants à l'échelle communautaire

L'imposition des entreprises, un projet nébuleux et déséquilibré

Le point sur RIE III, nécessaire et mal partie

Jean-Daniel Delley - 01 May 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27541>

La Suisse est prise à son propre piège. Pour attirer les sociétés étrangères, elle a inventé pour elles un statut fiscal spécial autorisant une taxation très modérée de leurs bénéfices réalisés à l'étranger. La combine a fort bien fonctionné; notre pays abrite un nombre record de sièges de sociétés multinationales.

Mais le succès fut tel que nos voisins ne sont plus restés inactifs face à ce siphonnage fiscal réalisé à leur détriment. L'OCDE comme l'Union européenne nous ont donné le tarif, à savoir l'égalité de traitement entre firmes suisses et étrangères. La Suisse a obtempéré sans discussion.

La réforme de l'imposition des entreprises, troisième du nom, est donc en cours. Elle combine des mesures propres à pérenniser l'attractivité fiscale de la Suisse - surtout - et à obtenir des ressources nouvelles - beaucoup moins.

Parmi les premières citons les taux préférentiels sur les brevets (*licence box*) qui devraient plaire à l'industrie pharmaceutique; la taxe au tonnage, favorable aux sociétés de *trading*; un impôt sur le bénéfice corrigé des intérêts (prêts entre maison-mère et filiales), taillé sur mesure pour jongler avec les liquidités des sociétés; des déductions

jusqu'à une fois et demie les dépenses de recherche et développement.

Quant aux ressources nouvelles, le Conseil fédéral, devant le refus catégorique des partis bourgeois et des organisations économiques, a déjà renoncé à l'imposition des gains en capital, qui aurait rapporté près d'un milliard (DP 2076). Il maintient par contre à 30% la limite de l'exonération partielle des dividendes des gros actionnaires (au moins 10% du capital), alors qu'aujourd'hui certains cantons poussent cette exonération jusqu'à 80%.

Au total, cette réforme devrait coûter plus d'un milliard à la Confédération, deux milliards aux cantons et 1,5 milliard aux villes, des chiffres qui restent très approximatifs.

Elle touche les cantons de manière très différente. Ceux pour qui les recettes fiscales en provenance des entreprises à statut spécial représentent une ressource importante (GE, NE, VD, SZ, SH, BS, BL, ZG, TI) sont les plus concernés. La course au moins-disant fiscal bat son plein (DP 2014). Genève, Vaud et Fribourg annoncent des taux d'imposition autour de 13%, mais personne ne connaît le détail des calculs qui ont permis d'aboutir à ces chiffres.

L'addition pourrait encore s'alourdir lors du passage du projet devant le parlement, la droite ne cachant pas ses intentions d'alléger au maximum la charge des entreprises.

Or la Suisse ne peut prendre le risque de rater l'exercice. Un retard dans la réforme ajouterait encore aux difficultés que nous rencontrons avec l'Europe. Il créerait une insécurité juridique peu propice à l'activité économique.

La menace de référendum brandie par la gauche n'est pas à négliger. La précédente réforme de l'imposition des entreprises est encore dans les mémoires (DP 1949). L'entourloupette de Hans-Rudolf Merz - des allègements modérés (80 millions) pour les PME qui se sont transformés en des cadeaux fiscaux de 400 à 600 millions par ans pour les gros actionnaires - a créé la méfiance.

C'est dire que pour passer la rampe populaire, ce projet doit être équilibré et faire l'objet d'un large consensus. Tel n'est pas le cas actuellement. Le Conseil fédéral ne le cache pas: «*Etant donné que les recettes ne peuvent augmenter que dans une mesure limitée, la mesure principale consistera à limiter les dépenses.*»

Le frein aux dépenses publiques est tiré

Les cantons et les villes alémaniques annoncent le virage des économies. La Confédération suivra

Yvette Jaggi - 03 May 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27549>

La gestion du plus gros budget cantonal de Suisse est à prendre, mais ni les quatre conseillers d'Etat sortants ni les trois nouvelles élues à l'exécutif cantonal de Zurich ne s'avancent.

Les radicaux aimeraient [remettre l'héritage](#) de leur démissionnaire Ursula Gut à l'UDC Ernst Stocker, mais son parti résiste. Il préconise que l'une des deux conseillères d'Etat bourgeoises élues le 12 avril dernier fasse le travail de rétablissement des finances que la majorité de droite veut imposer. Réponse lors de la distribution des portefeuilles le 18 mai prochain.

Le jour même où la cheffe du département des finances de Zurich s'expliquait sur le compte cantonal de 2014 bouclant dans le rouge, avec un déficit de 123 millions de francs au lieu des 57 millions de boni inscrits au budget, la ville de [Winterthur](#) annonçait un nouveau programme d'économies. Après les coupures de 50 millions opérées sur le budget courant pour 2014, il reste à éliminer le déficit structurel d'ici 2019. Ce qui coûtera 110 suppressions de postes, 40 apprentis en moins et 400 emplois externalisés; plusieurs réorganisations sont prévues, ainsi que diverses augmentations de taxes et factures. Le tout pour une

amélioration globale de 44 millions sur quatre ans.

Longtemps privilégiée par les contributions de grandes entreprises, la ville d'[Olten](#) a vu les recettes des personnes morales sombrer de 51 millions en 2010 à 15 millions en 2012. Mais sa municipalité, Ernst Zingg, président de ville radical en tête, a cru bon de dissimuler une vérité essentiellement liée à la restructuration de l'économie électrique suisse et à la fonte du bénéfice du groupe Alpiq, principale société basée dans la plus grande ville soleuroise. Désormais, les postes du budget sont passés au peigne fin et les recettes fiscales augmentées dans la mesure tolérée par la majorité bourgeoise.

Dans toute la Suisse alémanique, les budgets culturels font l'objet de coupures récemment encore jugées iconoclastes. Ainsi, la ville de Bienne veut dissoudre son orchestre symphonique et le canton de Zurich réduire le train de vie de son prestigieux opéra. Plus finement, la ville et le canton de Lucerne se concertent sur la mise en œuvre du [Kulturagenda 2020](#). Les subsides pour les installations et pratiques sportives n'échappent pas non plus aux ciseaux.

Plus grave encore, les budgets de l'aide sociale font partout

l'objet de débats que l'UDC ne manque jamais d'envenimer. Des cas réputés d'abus sont montés en épingle, qui auront coûté leur vie politique à deux élus Verts zurichois, la municipale Monika Stocker en août 2008 et tout récemment le conseiller d'Etat [Martin Graf](#), bousculé par l'affaire du trop célèbre Carlos.

Du poison pour la cohésion

Au-delà des nervosités locales, deux enjeux majeurs et nationaux se profilent: la péréquation financière et la réforme de l'imposition des entreprises.

Système mis en place pour promouvoir la cohésion confédérale, la péréquation financière s'avère utile, par temps calme tout au moins. Dès qu'un début de tempête se lève, des cantons protestent. En ce moment, les cantons donateurs, neuf au total, jugent mal répartie la facture prévue pour les années 2016 à 2019.

Se sentant contraints à une générosité toute spéciale, Schwyz d'abord et Zoug depuis peu emmènent la [fronde des donateurs](#). Leur point de vue l'a emporté par deux fois au Conseil des Etats, mais a été contré au Conseil national qui devrait reprendre le sujet en juin prochain. Déjà la pression monte. La menace d'un référendum des cantons se

profile, à l'image de celui lancé par en 2003 par Eveline Widmer-Schlumpf, alors présidente de la Conférence des directeurs cantonaux des finances. Ce précédent a conduit au rejet du paquet fiscal soumis aux citoyens lors de la mémorable votation populaire du 16 mai 2004.

Outre cette éventualité, qui peut le cas échéant peser lourd sur les perspectives financières des cantons, ces derniers sont directement visés, au même titre que les villes ([DP 2070](#)), par la Réforme de l'imposition des entreprises (RIE III, [DP 2077](#)) en préparation. A partir de 2018 au plus tôt, les pertes de recettes se chiffreront par dizaines de millions pour les cantons et les plus grandes communes.

Le message n'a pas encore paru dans la *Feuille fédérale* que les menaces de référendum sont déjà brandies, notamment par le [parti socialiste](#), qui exige que les allègements concédés aux entreprises, évalués à un milliard de francs au moins pour la seule Confédération, soient intégralement compensés par les sociétés et leurs actionnaires.

On peut espérer que les citoyens qui, le 24 février 2008, ont accepté de justesse la RIE II, une entourloupette concoctée par Hans-Rudolf Merz ([DP 2077](#)), se montreront plus vigilants cette fois.

Même si l'on n'en est pas encore là, la perspective d'une coûteuse RIE III sert de justification supplémentaire aux mesures d'économies envisagées dans les budgets

des cantons et des villes ainsi que des communes sièges de société - en Suisse romande aussi bien sûr.

Comme toute brave collectivité suisse, la Confédération ne manque jamais l'occasion de se punir par l'austérité financière. Or voici que l'actualité lui en fournit un prétexte imprévu. Car si le compte consolidé de l'année 2014 se révèle encore meilleur que prévu, la situation présente évolue défavorablement, comme le martèle [Serge Gaillard](#), directeur de l'Administration fédérale des finances. Les assujettis à l'impôt fédéral direct, mais aussi les bénéficiaires de subsides, de subventions et de commandes venant de Berne sont avertis. Le frein aux dépenses et à l'endettement est tiré.

Tournant énergétique: attention au dérapage

Les manœuvres des gros électriciens peuvent encore compromettre l'avenir économique du pays

Jean-Daniel Delley - 22 April 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27530>

Le tournant énergétique proposé par le Conseil fédéral implique une forte perturbation des intérêts jusqu'à présent dominants. Voilà qui explique l'opposition des acteurs du secteur énergétique qui préféreraient poursuivre tout droit... dans le mur.

L'opposition aux énergies renouvelables et sa sœur jumelle, l'adhésion à l'énergie

nucléaire, n'ont cessé de varier leur registre d'arguments.

Dans un premier temps, ils se sont contentés de moquer les énergies alternatives, techniquement pas au point et beaucoup trop chères. Dès lors que la faisabilité de l'électricité solaire, éolienne et produite par la biomasse n'est plus à démontrer, ils se replient sur leurs coûts de production et

sur le péché originel que représentent les subventions nécessaires à leur décollage. On ne compte plus les articles ([Bulletin](#) de l'Aves, [Tages-Azeiger](#)) décrivant le «*désastre*» allemand: surproduction d'électricité subventionnée provoquant l'effondrement du marché et mettant en péril la production hydroélectrique. En réalité, la chute du prix de l'électricité

sur le marché européen résulte d'abord de la baisse de la demande industrielle et du prix du charbon ainsi que du prix trop bas des certificats de CO₂.

Aujourd'hui, le franc fort devient l'arme de prédilection des opposants au tournant énergétique. Il s'agit de ne pas péjorer la situation concurrentielle des entreprises par des taxes et autres prescriptions énergétiques. Le peuple n'a-t-il pas d'ailleurs clairement manifesté son opposition à cette politique en rejetant sèchement l'initiative des Verts libéraux?

Pourtant les détracteurs des subventions, ces fauteurs de distorsion du marché, n'hésitent pas à faire appel à l'aide publique: déjà le Conseil national a prévu de mettre à disposition 600 millions de francs pour aider à la construction de nouvelles centrales hydroélectriques et la branche [revendique](#) également une aide en faveur des centrales existantes.

Parlons donc subventions. La [Fondation suisse pour l'énergie](#) a calculé en 2013 déjà le coût réel du kWh nucléaire. Cinq centimes le kWh prétendent les propriétaires des cinq centrales helvétiques. Mais si l'on y ajoute les coûts liés au démantèlement, au stockage des déchets, à la responsabilité

civile non couverte par les assurances et assumée par la Confédération, à la recherche notamment, la subvention moyenne par kWh se monte à 31 centimes, soit 7,5 milliards par an! Pour rappel, la reprise de l'électricité solaire au prix coûtant coûte 320 millions. C'est l'hôpital qui se moque de la charité...

Les électriciens helvétiques - les Allemands aussi - n'ont pas vu venir les exigences liées au développement durable et notamment le défi climatique. Aveuglés par le succès financier de leur modèle - croissance continue de la consommation, centralisation de la production, importation à faible coût et production de pointe -, ils ont négligé les énergies alternatives et investi lourdement: à l'étranger dans des centrales à gaz et en Suisse dans de nouvelles centrales de pompage-turbinage. Des choix que le marché sanctionne sévèrement aujourd'hui.

Or le modèle qui se développe maintenant valorise la décentralisation de la production et la gestion intelligente de la distribution et d'une consommation maîtrisée. En clair, c'est le crépuscule d'un oligopole qui a dicté jusqu'à présent la politique énergétique. On comprend leur résistance, comme celle des

pétroliers.

Et ils n'ont pas encore perdu la bataille. L'intense activité de leurs lobbyistes pourrait bien faire déraiper le Conseil des Etats et les intérêts de secteurs particuliers primer l'intérêt de l'économie nationale.

Pourtant une analyse objective ([Tages-Anzeiger](#)) montre que le souci de l'environnement peut se conjuguer avec l'intérêt économique. Nous dépensons annuellement 12 à 15 milliards pour des énergies fossiles importées, facture qui ne peut que grimper à terme: pour les 20 prochaines années, une somme de 240 à 300 milliards. La taxe sur le kWh fixée par le Conseil national pour promouvoir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique - 2,3 centimes - rapportera 60 milliards pour la même période.

Le tournant énergétique bien négocié peut donc nous faire économiser entre 180 et 240 milliards. Sans parler des dizaines de milliers d'emplois créés dans la technique du bâtiment, l'isolation, la gestion intelligente des réseaux. Que l'Union suisse des arts et métiers persiste à combattre avec force la stratégie énergétique 2050 en dit long sur la clairvoyance prospective et le sens économique de cette organisation.

Asile: la Suisse plus européenne que l'Europe

Deux impératifs: une voie d'accès pour les personnes menacées et une répartition des requérants à l'échelle communautaire

Albert Tille - 26 April 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27536>

Le sommet des chefs d'Etat européens réunis d'urgence après les dramatiques noyades de migrants en Méditerranée a fait le service minimum.

L'opération [Triton](#) de surveillance des frontières maritimes européennes va tripler son budget pour permettre d'intensifier les opérations de sauvetage en Méditerranée.

C'est un simple retour aux moyens que l'Italie avait mis sur pied dans son opération Mare Nostrum en 2013.

L'Europe avait pris la relève un an plus tard, mais au rabais.

L'Europe va en outre tenter de détruire les bateaux pourris des passeurs. Elle aidera aussi les pays d'Afrique du Nord à contrôler leurs frontières pour éviter que les migrants puissent accéder à la Méditerranée. Bref, ils ne doivent pas quitter l'Afrique.

Mais pour respecter le droit à l'asile, il faut permettre aux personnes menacées de chercher refuge par des

chemins sûrs. Le sommet européen ne dit rien à ce sujet, sur une réforme de la Convention de Dublin totalement inadaptée aux défis actuels ([DP 2064](#)). [Federica Mogherini](#), commissaire responsable de la diplomatie, affirmait pourtant que pour être crédible, l'Union européenne avait l'obligation morale de respecter les droits de l'homme.

Après le drame du chalutier en provenance de Libye, la présidente de la Confédération [s'est jointe](#) aux appels à une réforme fondamentale de la Convention de Dublin signée par la Suisse.

Outre le renforcement des dispositifs de sauvetage et de lutte contre les passeurs, Simonetta Sommaruga appuie l'ouverture de centres d'accueil en Afrique du Nord pour permettre aux requérants d'asile de déposer leur demande d'asile et de gagner l'Europe en sécurité. Comme Matteo Renzi, président du

Conseil des ministres d'Italie, elle propose une répartition des réfugiés dans tous les pays européens.

La large majorité des membres de l'Union rejette cette solidarité communautaire. La Suisse plus européenne que l'Europe! Les chiffres nous en donnent une claire explication.

La Suisse compte huit millions d'habitants, soit environ 1,6% de la population de l'Union européenne. En [2014](#), l'Europe a enregistré 600'000 demandes d'asile et la Suisse 24'000. Une répartition des requérants proportionnelle à la population de chaque pays signifierait que la Suisse, avec 1,6% des requérants, en accueillerait moins de 10'000.

La Suisse dont la prospérité attire les migrants, profite de l'actuelle Convention de Dublin qui lui permet de renvoyer les requérants déboutés dans le premier pays d'accueil. Un «*Dublin plus*» lui serait encore plus favorable. Qu'en pensent les europhobes?

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la

source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur domainepublic.ch pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

L'imposition des entreprises, un projet nébuleux et déséquilibré

<http://www.domainepublic.ch/articles/27513>

<http://www.domainepublic.ch/articles/24636>

<http://www.domainepublic.ch/articles/20155>

Le frein aux dépenses publiques est tiré

<http://www.nzz.ch/zuerich/ernst-stocker-geraet-unter-zugzwang-1.18527129>

<http://www.tagesanzeiger.ch/zuerich/region/Stadt-Winterthur-streicht-110-Stellen/story/12859646>

<http://www.tagesanzeiger.ch/leben/gesellschaft/Olten-geht-es-schlecht/story/10742018>

http://www.stadtluern.ch/dl.php/de/0dr0w-fecgsl/Kultur_Agenda_2020_Grundlagenbericht.pdf

<http://www.tagesanzeiger.ch/zuerich/region/Was-Graf-die-Wiederwahl-kostete/story/21301875>

<http://www.24heures.ch/suisse/zoug-lance-bataille-cantons-riches/story/25331982>

<http://www.domainepublic.ch/articles/27302>

<http://www.domainepublic.ch/articles/27541>

<http://www.sp-ps.ch/fr/publications/communiqués-de-presse/rie-iii-sans-compensations-des-pertes-fiscales-l-e-ps-lancera-un>

<http://www.domainepublic.ch/articles/27541>

<http://www.nzz.ch/schweiz/wir-backen-kuenftig-kleinere-broetchen-1.18515956>

Tournant énergétique: attention au dérapage

http://www.infosperber.ch/data/attachements/AVES_Bulletin_Fr%C3%BChjahr_2015.pdf

<http://www.tagesanzeiger.ch/schweiz/standard/Solarstrom-das-staatlich-verordnete-Verlustgeschaefst/story/18620203>

http://www.infosperber.ch/data/attachements/AVES_Bulletin_Fr%C3%BChjahr_2015.pdf

http://www.energiestiftung.ch/files/downloads/energiethemen-atomenergie-kosten/01_ses_studie_atomvollkosten.pdf

<http://www.tagesanzeiger.ch/wissen/technik/Die-Energiestrategie-ist-viel-zu-zahm/story/18677923>

<http://www.tagesanzeiger.ch/wirtschaft/unternehmen-und-konjunktur/Die-Krueckenbranche-Elektrizitaet/story/26249299>

Asile: la Suisse plus européenne que l'Europe

http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2014/10/31/triton-la-nouvelle-operation-de-surveillance-des-frontieres-europeennes_4515022_4355770.html

<http://www.domainepublic.ch/articles/27073>

http://www.liberation.fr/monde/2015/04/20/l-europe-somme-d-agir-apres-un-nouveau-drame-en-mediterranee_1253122

<http://www.rts.ch/la-1ere/programmes/forum/6696569-forum-du-20-04-2015.html>

<http://www.amnesty.ch/fr/themes/asile-migration/asile-en-suisse?gclid=ClePi4S9jsUCFeoSwwodZVcACg>